

Ennahdha et Qalb Tounes rejettent le gouvernement proposé par Fakhfakh

Tunisie : vers des élections législatives anticipées



Le Premier ministre tunisien désigné Elyès Fakhfakh.
© D.R

À défaut d'un gouvernement d'ici le 15 mars, le président Kaïs Saïed aura la possibilité de dissoudre le Parlement et de déclencher des élections anticipées.

La crise politique s'aggrave en Tunisie après le rejet par les principaux partis du pays, Ennahdha et Qalb Tounes, de la liste du futur cabinet, dévoilée, samedi soir, par le Premier ministre désigné Elyès Fakhfakh.

La décision de ces deux partis qui forment la majorité au sein de l'Assemblée des représentants du peuple (ARP) rend le sort du nouveau gouvernement incertain et l'organisation d'élections législatives anticipées de plus en plus probable. "Devant l'insistance d'Elyès Fakhfakh, chargé de former le gouvernement, à rejeter l'idée d'un gouvernement d'union nationale, Ennahdha a décidé de se retirer", a déclaré, samedi soir, le président du conseil de la Choura, Abdelkrim Harouni.

La formation de Rached El-Ghanouchi réclame un gouvernement d'unité nationale incluant le deuxième parti au Parlement, Qalb Tounes, formation dirigée par le magnat des médias Nabil Karoui, mais écarté des négociations. "Ennahdha a décidé de ne pas participer ni de voter la confiance à un gouvernement qui aurait été trop faible sans la participation de Qalb Tounes", a soutenu encore hier Abdelkarim Harouni, cité par des médias. "M. Fakhfakh peut encore négocier, mais il ne lui reste plus beaucoup de jours", a-t-il poursuivi, en évoquant la possibilité que le président, Kaïs Saïed, désigne un nouveau chef de gouvernement.

Hier, le porte-parole du parti islamiste, Imed Khemiri, a appelé à son tour Fakhfakh à retirer son gouvernement

pour procéder à une nouvelle dynamique basée sur "l'intégration des forces politiques et sur la recherche d'un nouvel équilibre pour l'obtention d'un gouvernement qui puisse représenter les partis et leurs poids réels au sein de l'Assemblée des représentants du peuple". Pour sa part, le parti Qalb Tounes a fait savoir qu'il n'accordera pas sa confiance au nouveau gouvernement.

Ce parti qui dispose de 38 sièges au Parlement a rappelé, samedi soir, dans une déclaration, avoir décidé de "camper dans l'opposition", réaffirmant qu'il ne fera pas partie de la prochaine coalition gouvernementale, a indiqué Qalb Tounes. Dans une publication sur son compte Facebook, Nabil Karoui a affirmé : "Nous ne sommes pas concernés par la formation du gouvernement, et refusons la démarche suivie dans ce cadre." Face à cette situation de total blocage, M. Fakhfakh a réagi en tenant le parti d'Ennahdha responsable du blocage actuel. Il a affirmé que la décision du parti islamiste mettait la Tunisie dans une situation compliquée.

"La décision d'Ennahdha met le pays dans une situation difficile qui nous oblige à étudier les possibilités juridiques et constitutionnelles", a déclaré le Premier ministre. "Nous avons décidé avec le président de la République de mettre à profit ce qui reste des délais constitutionnels pour chercher une issue", a-t-il ajouté, laissant entendre que la liste pourrait notamment être modifiée.

M. Fakhfakh a été nommé le 20 janvier dernier par le président, Kaïs Saïed, pour former dans un délai d'un mois un cabinet susceptible de convaincre la majorité des députés. À défaut de gouvernement d'ici le 15 mars, le président Kaïs Saïed aura la possibilité de dissoudre le Parlement et de déclencher des élections anticipées, organisées dans un délai de 3 mois.

Karim Benamar